



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.EIA/IC/2008/1
11 juillet 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR
L'ENVIRONNEMENT DANS UN CONTEXTE
TRANSFRONTIÈRE

Comité d'application

Quinzième réunion*
Genève, 28-30 octobre 2008

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ DE LA QUINZIÈME RÉUNION

qui se tiendra au Palais des Nations, à Genève,
et s'ouvrira le mardi 28 octobre 2008, à 10 heures**

* Les documents relatifs aux réunions antérieures n'ont pas été distribués officiellement et peuvent être consultés à l'adresse suivante http://www.unece.org/env/eia/implementation_committee.htm.

** Les membres du Comité sont priés de remplir le formulaire d'inscription disponible sur le site Web de la Convention (<http://www.unece.org/env/eia/practical.html>) et de l'envoyer au secrétariat de la Convention, au plus tard deux semaines avant la réunion, soit par télécopie (+41 22 917 0613/0107), soit par courrier électronique (eia.conv@unece.org). Avant la réunion, les membres sont priés de se présenter au Groupe des cartes d'identité, Section de la sécurité et de la sûreté de l'ONUG, situé au Portail de Pregny (Palais des Nations, 14, avenue de la Paix; voir plan à l'adresse <http://www.unece.org/meetings/map.pdf>), où il leur sera délivré un badge d'entrée. En cas de difficultés, veuillez prendre contact par téléphone avec le secrétariat de la Convention au numéro +41 22 917 2447.

I. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Composition du Comité d'application.
3. Examen des décisions prises par la Réunion des Parties.
4. Deuxième examen de l'application.
5. Communications.
6. Initiative du Comité.
7. Questionnaire révisé.
8. Structure, fonctions et Règlement intérieur.
9. Questions diverses.
10. Présentation des principales décisions et clôture de la réunion.

II. ANNOTATIONS

Point 1: Adoption de l'ordre du jour

1. L'ordre du jour provisoire a été établi par le secrétariat. L'article 9 du Règlement intérieur du Comité d'application, adopté par la quatrième réunion des Parties (ECE/MP.EIA/10, annexe II, appendice IV), prévoit que le secrétariat établit l'ordre du jour provisoire, en accord avec le Président. Toutefois, le Président du Comité sera élu au cours de cette réunion.

Point 2: Composition du Comité d'application

2. Dans un premier temps, les membres du Comité d'application doivent en principe se faire connaître aux autres membres. Dans un second temps, le Comité élira son président et son vice-président.
3. Le Président procédera, à l'intention des nouveaux membres du Comité, à une présentation des documents de base utilisés par celui-ci, notamment:
 - a) Le texte de la Convention;
 - b) La décision III/2 de la Réunion des Parties concernant l'examen du respect des obligations, y compris son appendice concernant la structure et les fonctions du Comité d'application et les procédures d'examen du respect des obligations (ECE/MP.EIA/6, annexe II);
 - c) La décision IV/2 de la Réunion des Parties concernant l'examen du respect des obligations, y compris son appendice, le Règlement intérieur du Comité d'application (ECE/MP.EIA/10, annexe II, appendice IV);

d) Le deuxième examen d'application, tel que défini à l'appendice de la décision IV/1 (ECE/MP.EIA/10, annexe I).

Point 3: Examen des décisions prises par la Réunion des Parties

Documentation: Rapport de la quatrième réunion des Parties (ECE/MP.EIA/10)

4. Le Comité sera saisi des décisions prises par la quatrième réunion des Parties, concernant entre autres l'examen d'application, l'examen du respect des obligations, l'adoption du plan de travail ainsi que le budget et les dispositions financières, tels qu'ils figurent dans le rapport de la quatrième réunion (ECE/MP.EIA/10). Le Comité devrait ensuite esquisser un plan de travail et confier des rôles à ses membres.

Point 4: Deuxième examen de l'application

5. Le secrétariat portera à l'attention du Comité des questions sur des points généraux et particuliers relatifs au respect des dispositions répertoriées lors du deuxième examen de l'application. Le Comité devrait en tenir compte dans ses travaux (décision IV/1, par. 4). Il devrait également examiner l'application de la Convention par les Parties qui n'avaient pas répondu au questionnaire, notamment l'Albanie (décision IV/2, appendice III, par. 51). Il est par ailleurs indiqué à l'appendice III de la décision IV/2 que l'Irlande n'avait pas retourné le questionnaire rempli. C'est ce qu'elle a fait cependant le 7 février 2008.

Point 5: Communications

6. Les observateurs ne sont pas autorisés à participer à l'examen de ce point de l'ordre du jour, conformément au paragraphe 1 de l'article 17 du Règlement intérieur du Comité d'application.

7. Le Comité examinera tout rapport qui lui sera soumis par le Gouvernement ukrainien en application du paragraphe 9 de la décision IV/2. Il examinera ensuite si celui-ci a satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 10 de la décision IV/2, c'est-à-dire s'il a:

a) Arrêté les travaux concernant le projet de canal de navigation en eau profonde entre le Danube et la mer Noire dans le secteur ukrainien du delta du Danube;

b) Abrogé la décision finale du 28 décembre 2007 concernant la mise en œuvre du projet;

c) Pris des mesures en vue de se conformer aux dispositions pertinentes de la Convention.

8. Si ces conditions n'ont pas été respectées, la mise en garde adressée par la quatrième réunion des Parties au Gouvernement ukrainien prendra effet le 31 octobre 2008.

9. Le Comité débattrà par ailleurs de la question de la désignation et du financement des services d'un consultant chargé d'effectuer un examen indépendant des mesures juridiques, administratives et autres prises par l'Ukraine pour appliquer les dispositions de la Convention, qu'il devra examiner au cours du premier semestre de 2009 (décision IV/2, par. 11).

10. Le Comité examinera toutes les communications adressées par les Parties depuis la quatrième réunion des Parties.

Point 6: Initiative du Comité

11. Les observateurs ne sont pas autorisés à participer à l'examen de ce point de l'ordre du jour, conformément au paragraphe 1 de l'article 17 du règlement intérieur du Comité d'application.

12. Le Comité débattrait de la désignation et du financement des services d'un consultant chargé d'apporter une assistance technique dans le cadre de l'élaboration de la législation nécessaire pour permettre à l'Arménie de mettre pleinement en œuvre la Convention.

13. Le Comité pourra examiner toute autre question relative au respect des obligations dont il prendra connaissance, notamment comme suite au point 4 ci-dessus, conformément à l'article 15 du Règlement intérieur du Comité d'application

Point 7: Questionnaire révisé

14. Le Comité entreprendra de modifier le questionnaire actuel afin de fournir un questionnaire relatif à la mise en œuvre de la Convention pour la période 2006-2009, qui devra être examiné par le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (décision IV/1, par. 5). Il ajoutera une question concernant l'application par les Parties du paragraphe 8 de l'article 3 et du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention (décision IV/1, par. 6). Il établira également un calendrier précis pour la présentation de questionnaires révisés remplis, et pour l'élaboration du prochain projet d'examen de l'application, dont devra être saisi le Groupe de travail (décision IV/2, appendice III, par. 53).

Point 8: Structure, fonctions et Règlement intérieur

15. Le Comité devrait garder à l'étude et étoffer, s'il y a lieu, la description de la structure et des fonctions du Comité et son Règlement intérieur, compte tenu de l'expérience acquise (décision IV/2, par. 6).

Point 9: Questions diverses

16. Les membres du Comité qui souhaitent aborder d'autres points doivent contacter le Président et le secrétariat au plus vite.

17. Le Comité peut également examiner d'autres questions soulevées au titre du point 3 de l'ordre du jour.

Point 10: Présentation des principales décisions et clôture de la réunion

18. Le Comité devrait parvenir à un accord sur les principales décisions prises lors de la réunion et arrêter la date et le lieu de sa prochaine réunion.
